

Burundi : un futur Président « moins mauvais » que ses pairs mais faible

La Libre Belgique, 28 avril 2020 En raison de l'évolution du Burundi vers un régime dictatorial depuis 2015, la plupart des analystes tablent sur une victoire, à la présidentielle, du candidat du parti au pouvoir (CNDD-FDD), le général-major Evariste Ndayishimiye. Ce dernier n'était pas le préféré du Président sortant, Pierre Nkurunziza, mais lui a été préféré à ceux que l'on appelle au Burundi « les généraux », soit la demi-douzaine d'hommes forts, autour du chef de l'ex-guérilla hutu.

La recherche sur Evariste Ndayishimiye publiée récemment par Burundi Human Rights Initiative (BHRI, voir <https://burundihri.org/>), dresse le portrait d'un homme apprécié dans les rangs du CNDD-FDD, mais faible et manquant de courage pour prendre des décisions difficiles. « Le moins corrompu » des chefs du CNDD-FDD. Né en 1968, il était étudiant en Droit à l'Université de Bujumbura quand la guerre civile Hutus/Tutsis éclata (1993-2005 ; 300.000 morts). Deux ans plus tard, comme les autres étudiants hutus, il échappa de peu à l'assassinat et rejoignit la guérilla hutu.

Il a d'abord le Palipehutu-FNL (aujourd'hui CNL), puis les FDD, bras armé du parti aujourd'hui au pouvoir. Il y fut le principal disciplinaire et le principal négociateur. Il n'est cependant pas bien considéré à la direction, où beaucoup jugent « l'écarter », au point de ne pas toujours le convier aux consultations entre chefs. Mais sociable, blagueur et aimant lever le coude, il passe, aux yeux de la troupe, pour « le moins corrompu » et « le moins mauvais » des chefs, d'ailleurs BHR de l'Intérieur et de la Sécurité publique en 2006-07, il sera chef du cabinet militaire à la Présidence jusqu'en 2010, chef du cabinet civil et, depuis août 2016, secrétaire général du parti. Peu de courage. S'il n'est pas maître des autres chefs, Evariste Ndayishimiye n'a pourtant jamais eu le courage de s'opposer à leurs décisions, même s'il brièvement flirta, en 2014, avec un groupe hostile aux « généraux », juste avant que la répression s'abatte sur lui au sein du parti, en 2015, et que tout le pays soit mené par la terreur. Il n'a pas la réputation d'avoir du sang sur les mains mais, en tant que secrétaire général du parti, il n'a jamais essayé de tempérer la violence des Imbonerakure « jeunesse » du CNDD-FDD, considéré par l'Onu comme une milice et responsable d'une grande part de la répression ; pour lui, la persécution, parfois mortelle, contre le parti CNL, sont des « incidents mineurs ». Les jours de grande audace, il prêche contre l'ethnisme, mais n'utilise nullement son pouvoir pour empêcher ses troupes de commettre des exactions ethniques. La grande foi catholique qu'il affiche le candidat officiel avec une ostentation comparable à celle, pour une Église, du réveil, du Président sortant Nkurunziza n'a rien. Quand l'Église catholique a dénoncé, dans un message du 17 septembre 2019, l'intolérance et les violences politiques, Pierre Nkurunziza, par conseiller en communication interposé, l'avait accusé de « cracher son venin de haine » à travers des messages incendiaires. Le pieux Evariste Ndayishimiye avait rien trouvé à redire. Un futur homme de paille.

Une fois Président, celui-ci se soustraira-t-il à la tutelle de Pierre Nkurunziza ?

Depuis mars 2018, ce dernier est « guide suprême » du parti au pouvoir. Comme il est Président du Conseil des sages qui dirige le parti, le futur Président lui devra donc obéissance au sein du CNDD-FDD. En raison de son manque de courage, on peut supposer qu'Evariste Ndayishimiye ne prendra pas le risque de s'opposer soudain aux « généraux » dirigeant le système CNDD-FDD, même si son arrivée à la tête de l'État déclencherait la mise en œuvre de changements constitutionnels adoptés en 2018 et qui, notamment, lui octroient un pouvoir accru par rapport à celui de Nkurunziza. Le professeur Stef Vandeginste, de l'Université d'Anvers, spécialiste des institutions burundaises, souligne ainsi dans une récente publication (<http://www.egmontinstitute.be/burundis-institutional-landscape-after-the-2020-elections/>), que le nouveau Président est élu pour 7 ans et non 5 (contrairement aux législateurs, qui seront élus tous les 5 ans). Que ce soit lui, et non plus le gouvernement, qui terminera la politique de la nation. Qu'il ne devra pas s'expliquer il ne pourra pas dans les 30 jours une loi votée par le parlement.

Elle sera alors nulle et non avenue. Enfin, qu'il aura désormais le contrôle exclusif et non plus partagé avec le parlement sur le Service national de Renseignement (SNR, qui ne devra plus être ethniquement équilibré) et que ses décisions destinées à mettre en œuvre la loi organique organisant le SNR ne devront plus être rendues publiques. Cet accroissement de pouvoir exécutif risque donc fort d'être mis à profit par le petit groupe des « généraux » plutôt que les moins mauvais d'entre eux. Par Marie-France Cros

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});